

“Le syndicat ? C’est nous !”

Menaces de faire sauter “l’outil de travail”, comme à New Fabris ou Nortel ; occupations, séquestrations en série ; actions coup de poing contre les sièges sociaux d’entreprise... Tous ces débordements ont de quoi inquiéter les centrales syndicales, dont la fonction principale consiste à “intégrer la contestation” en lui faisant emprunter les voies raisonnables de la négociation ou les itinéraires balisés et bon enfant des “grandes journées nationales d’action”.

Bien sûr, quelques secrétaires CGT ou autres “*comprennent bien ces gestes désespérés*”. Évidemment, des délégués syndicaux ou des responsables de CE se retrouvent au premier rang dans la bagarre (pour garder un pied dans la lutte, pour mieux gérer ou calmer “les gars”, parce qu’ils se laissent embarquer aussi...). Mais au niveau des instances nationales, comme on dit, ça hésite entre le silence gêné et les condamnations plus ou moins explicites. Au printemps, toute cette agitation pouvait encore servir pour une sorte de chantage à la paix sociale : les responsables syndicaux ont mis la pression sur le gouvernement sur le mode du “*vous devriez lâcher du lest parce qu’on va pas pouvoir les tenir très longtemps*”. Mais le bordel ambiant rend aussi les grandes centrales de moins en moins crédibles dans leur rôle “d’interlocuteurs responsables”. Si bien que la CGT au niveau confédéral déclarait fin juillet que toutes “*ces actions radicales conduisaient à l’impasse*” et qu’elles “*risquaient de discréditer les luttes syndicales*”.

On se retrouve alors avec les classiques tiraillements entre la base et la direction des appareils syndicaux (voir entre la base et les syndicats tout court, comme à Caterpillar où des ouvriers en lutte ont encerclé la DDTE pour empêcher leurs “délégués” de signer un accord de fin de conflit). Mais au-delà, certains sites ne sont pas loin de faire sécession, et publiquement en plus. C’est le cas pour des sections de la CGT du rail qui, depuis la grève de l’automne 2007, ne font plus remonter leurs cotisations au niveau fédéral mais préfèrent les utiliser pour se constituer une caisse de grève. Mi-juin, la CGT Goodyear adresse une *Lettre ouverte à Bernard Thibault* qui remet explicitement en cause la stratégie des “*journées de mobilisation éclatées, si peu cohérentes avec la cruauté de ce que nous subissons à la base. [...] Des milliers de salariés en France attendent un appel à une action totale. Les manifestations encadrées dont les parcours sont connus de tous ne servent plus à rien, si ce n’est à se faire plaisir et montrer qu’il y a encore des syndicats dans ce pays!!! Qui peut croire un seul instant que manifester main dans la main, un samedi, va permettre de mettre à genoux ce gouvernement!!!*”

Immédiatement, le syndicat CGT Saint-Gobain d’Aubervilliers s’est associé à cet appel, en dénonçant au passage l’évacuation violente, par les flics et les gros bras de la cégèt’, des sans-papiers qui occupaient la bourse du travail depuis le 2 mai 2008 (“*une action qui ne soulève chez nous que dégoût et honte de notre carte syndicale*”). Mi-août, un délégué CGT de Continental à Clairoux en remettait une couche, déclarant sur France Info : “*Les Thibault et compagnie c’est juste bon qu’à frayer avec le gouvernement, à calmer les bases. Ils servent juste qu’à ça, toute cette racaille. [...]*”

On l’a jamais vu, on n’a jamais eu un appel. Trouve-moi une interview où il cite le mot Continental... Jamais !”

Silence de la CGT sur la lutte des Contis, sur la façon dont ils sont allés soutenir d’autres grévistes, silence sur les pratiques qui s’inventent à la base pour prendre en charge le travail qu’est sensé justement réaliser un syndicat : mettre en lien les foyers de lutte, permettre leur renforcement mutuel... Mais depuis Clairoux, Châtellerauld ou Amiens, ces liens se tissent à l’écart du terrain bien policé des “négociations entre partenaires sociaux”, en rupture avec la machine à fabriquer l’impuissance. Le 30 juillet, 3000 personnes, dont de nombreuses délégations syndicales venues d’entreprises en lutte, se sont retrouvées à New Fabris en soutien aux grévistes poseurs de bombonnes de gaz, “*pour créer un collectif qui permette de se battre tous ensemble*”. De l’avis général, “*les fédérations au niveau national sont juste là pour faire les photos à l’Élysée*”. Un Cégétiste de l’usine Ford-Blanquefort résume : “*Ils sont devenus incapables de prendre une initiative. À force de vouloir se la jouer syndicat moderne en négociant avec le gouvernement et le président, ils ont perdu toute combativité. L’enjeu d’une journée comme aujourd’hui est de tisser des liens à la base et de s’organiser pour une bagarre plus radicale. Si on y parvient nous n’aurons plus besoin des têtes pensantes*”.

2 JUILLET: les ouvriers de New Fabris (Châtellerauld) qui occupent l’usine depuis le 16 juin incendient une machine à l’occasion de la venue de Stéphane de Ribou, commissaire à la ré-industrialisation. Dix jours plus tard, ils menacent de faire sauter l’usine : “*Les bouteilles de gaz sont dans l’usine, tout est prêt pour que ça péte. On ne va pas laisser PSA et Renault attendre août ou septembre pour récupérer les pièces en stock et les machines encore dans l’usine (...)* Si, nous, on n’a rien, eux n’auront rien du tout”.

3 JUILLET, Étampes (Essonne) : une trentaine de personnes cagoulées dévalisent 9000 euros de marchandises hifi et informatique au supermarché Leclerc. L’incident fait suite à l’interpellation, la veille, de 6 employés du magasin soupçonnés d’avoir laissé passer gratuitement certains produits au profit d’amis ou de membres de leur famille. Dans le quartier, les policiers venus récupérer les marchandises volées ont été la cible de jets de projectiles.

6 JUILLET: des grévistes d’Azur-Chimie à Port-de-Bouc séquestrent leurs dirigeants et un actionnaire du groupe ICI G.

17 JUILLET: les salariés de New Fabris détruisent une neuvième machine.

18 JUILLET, Tonneins (Lot-et-Garonne) : les salariés de JLG obtiennent gain de cause après avoir menacé de faire sauter l’usine avec des bombonnes de gaz. Après un mois de grève, le PDG des sources Parot (Loire) part en vacances. “*La grève reprendra quand le patron reviendra*”.

19 JUILLET, Alès (Gard) : attaques incendiaires contre l’Afpa et l’Anpe à Rochebelle.

22 JUILLET, Blanzay (Saône-et-Loire) : séquestration de 4 cadres de Michelin pour protester contre une sanction visant un salarié en CDD. À Châteaufort (Yvelines) : fin de la grève chez Nortel. Afin de se faire entendre, les salariés avaient menacé le 14 juillet de faire sauter leur entreprise à l’aide de bombonnes de gaz. Ils ont obtenu des indemnités de 30 à 50 000 euros. À Fos-sur-Mer (Bouches-du-Rhône) : séquestration de cadres de LyondellBasell. Blocage de l’entrée d’un autre site du groupe à Fos durant quelques heures. Ces salariés ont également fermé les vannes d’une conduite d’éthylène desservant plusieurs usines pétrochimiques de la région.

23 JUILLET: des salariés de Servisair Cargo retiennent leur PDG et leur directeur général à l’aéroport de Roissy. Trois jours après, quatre grévistes seront assignés en référé au tribunal de Bobigny pour “séquestration”, “blocus”, “trouble illicite” et “violence morale permanente”.

5 AOÛT: heurts entre des vigiles et les salariés de l’entreprise Vigimark qui tentaient d’investir le siège social de leur employeur (Derichebourg). Un vigile finira à l’hosto.

6 AOÛT, Villemer-sur-Tarn : un haut cadre de Molex agressé, la CGT le protège... et l’usine est fermée.

8 AOÛT, Nantes : une dizaine de personnes, masquées et munies de bâtons dérobent de la nourriture, de l’alcool et des gadgets high-tech au supermarché de Vilnieux. Ils couvrent leur fuite en lançant des fusées de détresse en direction des gendarmes. Sur l’île de La Réunion, un sabotage prive plus de 5 000 personnes du réseau SFR pendant une nuit dans la région de Saint-Benoît et celle du Grand-Sud.

13 AOÛT: 6h du mat’, évacuation de trois salariés à Legré-Mante (au sud de Marseille) par deux compagnies de CRS. Quelques habitants du quartier sont venus apporter leur soutien aux salariés qui ont décidé d’occuper leur lieu de travail le 24 juillet, après son placement en liquidation judiciaire. Les démineurs auraient découvert deux cocktails molotov à proximité de l’entrée de l’entreprise. “*Cette usine c’est plus de 200 ans de présence dans ce quartier. Il n’y a pas une famille qui n’a pas un de ses membres qui a travaillé ici. Ce matin, ce déploiement de force, on aurait dû une mauvaise bande dessinée. Ce quartier est populaire, il doit le rester et ne pas être livré à la spéculation immobilière*”, disent les voisins. L’usine est en effet située sur un terrain de 17ha qui aurait été évalué à 42 millions d’euros.



Sans préavis

été 2009



“Vous allez nous craindre”

15 AVRIL, St-Siméon de Bressieux : 400 personnes défilent contre la fermeture de l’usine Schaeffleur (bloquée depuis une semaine); de nombreux commerçants, artisans et paysans sont venus se joindre au combat pour la survie du village. Blocage de l’entrée des laboratoires de recherche du groupe Lafarge à Saint-Quentin-Fallavier par les salariés d’un sous-traitant basé à Seyssuel.

16 AVRIL: 19 employés de Caterpillar passent au tribunal pour “entrave à la liberté de travailler”; certains, en protestation, installent un campement devant le site. Une semaine plus tôt, les salariés avaient refusé unanimement de se rendre à l’Élysée où Sarkozy les avait invités. “*On n’accepte pas de passer pour des voyous. On n’ira pas le voir, il n’a qu’à venir ici!*”. Au même moment, malgré un accord de fin de conflit signé par FO et la CGT, 80 grévistes de Toyota Onnaing (Nord) bloquent les entrées et les lignes de fabrication, histoire de continuer le mouvement et de réclamer le paiement des jours de grève.

18 AVRIL: des pêcheurs bloquent les ports de Calais, Dunkerque et Boulogne et obtiennent une rallonge de 4 millions d’euros. Pour protester contre le “chômage partiel de longue durée”, 1000 salariés d’ArcelorMittal (sur les 2600 que compte le site de Florange en Moselle) bloquent une gare de triage par laquelle transitent les approvisionnements en acier.

FIN AVRIL: occupation et blocage de l’usine LST Electronique, de la tuilerie Monier-Lafarge à Seyssuel et de l’entreprise Lear (fabricant de sièges auto pour PSA). Usine bloquée, affrontements avec les vigiles à Auchel (Pas-de-Calais). **28 AVRIL**, Brest : des manifestants saccagent la permanence de l’UMP.

AVRIL : UN MOIS SOUS TENSION... Les actions se sont multipliées tout particulièrement dans le secteur de l’énergie : lors de la journée de mobilisation à GrDF et ErDF du 16 avril, 66 500 clients se retrouvent privés d’électricité et 9160 de gaz (passage en heures creuses en Bretagne, blocage du chantier du réacteur EPR à Flamanville, de l’aéroport de Toulouse-Blagnac, débranchement du parc éolien de Morlaix et d’un radar automatique en Auvergne, coupures dans le centre-ville de Lille et en Midi-Pyrénées, rétablissement du courant à de mauvais payeurs à Toulouse...). “*Quand la SNCF fait grève, les usagers s’en rendent aussitôt compte. Désormais, quand nous ferons grève, cela se verra aussi!*”. **Le 21 avril**: lot d’électricité à moitié prix pour des milliers de Lotois (des grévistes ont mis en heures creuses tout l’Est du département). Deux jours plus tard, pour la nouvelle journée d’action, les agents en lutte procèdent encore à plusieurs basculements de tarifs, et à des rétablissement du courant pour les personnes démunies ; coupures d’électricité et de gaz ciblées (centres industriels et commerciaux, zone hôtelière, sièges régionaux de banques et le casino de Bordeaux-Lac...).

Continental : lutte continue

Le 30 mai, un accord est trouvé entre les salariés de Clairoux et la direction de Continental. Les salaires seront maintenus à 100% jusqu’à octobre, puis à 75% jusqu’en 2014 sans compter la prime de 50 000 euros qui a fait couler tant d’encre. On aurait pu en rester là ; mettre au rencard les amitiés nouvellement éprouvées, la bagarre... tout aurait pu se résoudre par le vote. 50 000 euros de prime, c’est déjà un beau résultat au bout de deux mois et demi de lutte. Mais la plus grande des victoires n’est sans doute pas là. Elle a plutôt à voir avec les solidarités tissées (entre Contis et avec d’autres), avec cette force commune, bâtie au fil du temps et des coups tentés, dans le désir de *continuer*.

La lutte s’est enclenchée le 11 mars avec l’annonce de la fermeture du site en 2010, laissant sur le carreau 1120 salariés. Dès le lendemain, le directeur est attaqué à coups d’œufs. 4 jours plus tard, à Reims, œufs, chaussures et bouteilles sont lancés à la tête des dirigeants du groupe, entraînant le report du comité d’entreprise. Puis grève, piquets, blocages, manifs se succèdent, avec quelques coups fumants... Le 21 avril, suite au refus du tribunal de Sarreguemines d’annuler la procédure de fermeture, 500 ouvriers de Continental saccagent la sous-préfecture et le poste de garde de l’usine. Une plainte est déposée pour “dégradations volontaires graves commises en réunion sur biens d’utilité publique”. Les auteurs risquent théoriquement cinq ans de prison et 75 000 € d’amende. 7 grévistes sont poursuivis après visionnage des images de TF1. L’activité de l’usine est alors suspendue pour “raisons de sécurité”. Quinze jours plus tard, survient l’occupation surprise [1] du site de Sarreguemines, seule usine française du groupe à assurer actuellement la production des pneumatiques. 600 “Contis” de Clairoux mettent le feu à des pneus, pénètrent sur le site après avoir fait sauter les verrous de la grille d’entrée et menacent de le bloquer et de l’occuper, matériel de camping à l’appui. Ils sont rejoints par leurs collègues mosellans. Un peu paniquée, la police se déploie à proximité ainsi que devant la sous-préfecture et le tribunal de grande instance.

En deux mois et demi, les salariés ont eu le temps de se rencontrer, de fomenter des actions d’éclat, d’éprouver leur puissance collective. Forts de cette expérience de lutte, gonflés à bloc, la “résolution” du conflit du 30 mai n’a pas signifié un simple retour à la normale et au chacun-pour-soi (avec sa cagnotte sous l’oreiller). Au contraire ça continue, des prolongements s’esquissent encore.

Dès le 3 juin, les “Contis” se joignent à une manif des Goodyear à Amiens (suite à l’annonce de la suppression de 820 postes sur les 1400). Les 2000 manifestants partent de l’usine bloquée par des barricades enflammées en direction du centre-ville. Au passage ils tentent de débrayer les usines Dunlop. Un feu de pneus est allumé place de l’hôtel de ville. Deux jours plus tard, rebelote à Compiègne : 1000 personnes de Conti et Goodyear défilent et crament des pneus sur les principaux axes routiers. Bref, une fin de conflit à Clairoux qui ressemble plutôt à un début. Les “Contis” se sont constitués en force d’appui, signe d’un commun qui ne se disloque pas. Un mois plus tard, une grande fête est organisée à Margny-les-Compiègne : ce moment de rencontre entre salariés en lutte est l’occasion de croiser à nouveau ceux de Goodyear et de Lear.

Reste aussi les 7 salariés poursuivis pour le saccage de la sous-préfecture. Une manifestation bien remuante avait déjà eu lieu à Paris le 24 juin (jonction avec des salariés de Peugeot malgré le dispositif policier). Le 17 juillet, des centaines de “Contis” étaient encore présents devant le tribunal pour faire pression. Le procureur a requis 3 à 6 mois avec sursis mais pas d’amende. Rendu le 1^{er} septembre.

Il y a quelque chose qui ne s’est pas épuisé au moment de la signature de l’accord : un quelque chose qui trouve à s’ancre petit à petit, matériellement : acheter un rade à plusieurs, mettre en commun les primes pour une autre vie ensemble... Il y a cette propriété du comité d’entreprise, le grand étang, avec sa maison de maître... Le CE en ferait don à une association des anciens de Conti. Un lieu où continuer à se capter, pour loger ceux et celles qui se retrouveraient le plus en galère et pour continuer à faire des choses ensemble. On se prend à rêver que ça ne s’arrête jamais. Surtout on entrevoit des possibilités réelles : des choses qui permettraient de vivre ce rêve, des choses dont la valeur se jauge à l’aune de leur partage et de leur circulation. Des choses qui n’ont pas de prix. Pas même 50 000 euros.

[1] Les “Contis” avaient laissé entendre qu’ils se rendaient à Aix-la-Chapelle (Allemagne) pour manifester avec les syndicats allemands. Une ruse qui a bien fonctionné.

À Paris, 500 salariés de l'énergie rassemblés devant l'Assemblée nationale menacent de mettre *“Paris dans le noir”*. Dans les jours qui suivent, de nouvelles coupures sauvages sont constatées dans le sud-ouest. **Le 29 avril** à Toulouse, des “individus encagoulés” saccagent les locaux d'ErDF. Et ça continue en **mai** : le 5 à Avignon, une quarantaine de véhicules EDF sont dépouillés de leurs roues. Les pneus des fourgons d'intervention ont, eux, été dégonflés. Une Renault Clio taguée en jaune fluo, immobilisée sur une pelouse portait la mention “EDF-GDF avertissement” et “Aujourd'hui on est gentil”. **Le 12** : lancer de cafards dans le bureau du patron de GDF-Suez. Trois jours plus tard, à Paris : *“vous ne voulez pas nous entendre, vous allez nous craindre”*. Les locaux du patronat du gaz (AFG) sont dévastés par les employés d'ErDF-GrDF ; coupure de courant dans le quartier de la rue de Courcelles. Enfin, **le 19 mai**, c'est le centre-ville de Cannes (dont quelques grands Hôtels et des salles de projection de la quinzaines des réalisateurs) qui se retrouve plongé dans le noir par des “actes de malveillances qui n'ont rien à voir”, selon la CGT, avec la manifestation ErDF-GrDF de l'après-midi.

ENTRE AVRIL ET JUIN, des cadres dirigeants sont retenus de force par les grévistes de l'usine Scapa dans l'Ain (la prime de départ est doublée), chez FM Logistic à Woippy (en jeu : la suppression de 475 emplois) ; idem pour les Molex de Villemur-sur-Tarn, ou chez France Télécom à Rennes. Pour éviter les séquestrations, plusieurs directions d'entreprise délocalisent leur CE et se plangent derrière des floppées de vigiles.

1^{er} MAI : “grande journée nationale de mobilisation contre la crise et pour la sauvegarde des emplois”. Les manifestations sont moins massives que lors des précédentes journées d'action. À Rennes, plusieurs caméras de vidéosurveillance sont détruites au passage du cortège.

6 MAI, Lagny-le-Sec : expulsion des grévistes de Lear par les CRS. Blocage, le jour suivant, de l'usine Contitech-Anoflex de Caluire. À Paris, jets d'oeufs sur les actionnaires du groupe PPR.

19 MAI : Cauval Industries, proprio de l'entreprise de fabrication de matelas Simmons, annonce la fermeture définitive de son usine à Flaviac et de l'entrepôt du Pouzin (Ardèche). Les deux sites sont bloqués le jour même. Ensuite, les “négociations” vont bon train (l'objectif est de conserver l'activité ou d'obtenir au moins 10000 euros de prime de licenciement) : séquestration du PDG pendant quelques heures (20 mai), occupations, grèves, blocage de routes (22 mai), manifestations (13 juin), matelas incendiés (20 juin, 10 juillet), incendie de machines-outils (16 juillet)...

2 JUIN : séquestration de 7 membres de la direction de ABB Rhône (contre la suppression annoncée de 540 emplois).

8 JUIN : opération escargot des salariés de Sotra Seperef dans plusieurs communes du Val-de-Saône.

9 JUIN : les salariés des papeteries de Malaucène (Vaucluse) retiennent quelques heures les 4 dirigeants de l'entreprise pour obtenir la poursuite des négociations. Le groupe américain Schweitzer-Mauduit, propriétaire du site, avait dans un premier temps fait arrêter la machine à papier le 2 avril pour annoncer 15 jours plus tard la fermeture de l'usine avant le début 2010. Depuis, les 211 salariés luttent pour trouver un repreneur et pour une augmentation des primes de licenciement : ralentissement collectif des cadences, grève avec occupation, manifestations (les 27 et 29 avril), transformation de l'usine à base de guirlandes, de feux de palettes et de banderoles : *“Vous avez voulu jouer avec nos emplois, maintenant nous jouons avec vous, Messieurs?”*. Nouvelle séquestration mais cette fois suite à l'invasion de la mairie (terrain “neutre” pour les négociations), le 21 juillet. À ce jour, la prime de licenciement s'élève à 25 000€ plus 500€ par année d'ancienneté, mais il n'y a pas de repreneur en vue.

11 JUIN : les producteurs de lait bloquent la moitié des plates-formes d'approvisionnement des supermarchés.

23 JUIN, Saint-Leu-d'Esserent (Oise) : le directeur de l'usine Galva est séquestré. Blocage d'un péage par les salariés d'ABB.

25 JUIN, Clermont-Ferrand : manifestation de 1000 salariés de Michelin, notamment des travailleurs de Montceau-les-Mines (477 licenciements). Jets d'oeufs, de pétards et de fumigènes. L'annonce d'un deuxième suicide sur le site de Clermont-Ferrand avait fait monter la tension d'un cran.

29 JUIN, Marseille : une quarantaine de travailleurs du Grand port maritime de Marseille (GPMM), dont certains cagoulés et armés de haches et de barres de fer, ont saccagé le bureau du directeur général du GPMM, en sa présence. Sans doute une action de protestation contre la privatisation du terminal conteneurs de Mourepiane, qui devait aboutir début juillet. Le même jour, et toujours à Marseille, auto-réduction à la Belle-de-Mai : 5 arrestations. Une action similaire avait eu lieu deux semaines auparavant dans un Casino du 4ème arrondissement, mais personne n'avait été arrêté.

1^{er} JUILLET : arrêt de la production aux Papeteries Étienne (Arles).

ENTRE LE DÉBUT JUILLET ET LA MI-AOÛT, des grèves avec blocage et occupation éclatent dans le Loiret (usine Rohm and Hass), dans le Jura (MBF Technologies), à Saint-Gobain Quartz, chez l'usine SKF de Fontenay-le-Comte, à Nevers chez ATB Selni, dans la Loire (Manitowok), chez Alcatel (à Lannion et Orvault), à Amiens (Goodyear), à Monthermé (entreprise Raguet), à Marseille (usine Legré-Mante)...

Au printemps, séquestre tes dirigeants ; en été, fais tout sauter...

Y a plus de saison, et il va falloir revoir les vieux dictons aussi bien que les rythmes politiques annuels. Normalement, juillet-août, c'est la trêve estivale, celle qui vient clore l'agitation étudiante ou le mouvement social du printemps, à coups de congés payés, de jobs saisonniers. Sauf qu'une famille sur deux ne part plus en vacances, et que la vague qui a secoué le pays il y a quelques mois n'a pas vraiment emprunté les formes convenues du triptyque revendication/mobilisation/négociation qui auraient permis d'en décréter la fin ou le report pour la "rentrée chaude".



Le gouvernement annonce sur toutes les chaînes la sortie de crise, parce que l'économie, pour que ça marche, il faut y croire, et parce que finalement le discours sur la crise n'aura pas vraiment permis de faire passer la pilule de la restructuration économique globale. Mais ce revirement tactique dans le discours du pouvoir n'empêche pas l'explosion de nouveaux conflits, plus seulement dans les boîtes phares de l'industrie française, mais jusque dans les plus petits bassins d'emplois. Il y a des gestes qui circulent plus vite que des capitaux, et n'importe quel patron français qui préférerait partir investir dans l'économie florissante des pays de l'Est sait, vu le nombre de séquestrations rien que pour cet été, qu'il ne devra pas rencontrer ses salariés sans son nécessaire de toilette et une chemise de rechange...

Ça se dissémine partout, et ça se tend un peu aussi. D'abord avec la sécu privée embauchée pour veiller à ce que les dirigeants puissent bien rentrer chez eux chaque soir ; chez Molex, par exemple, des cadres ont été “molestés” par leurs employés suite à la provoc' d'un de leur gros-bras.

Et puis dans les modes d'action, bien sûr : les bouteilles de gaz, c'est pas rien, même si ça reste pour l'instant essentiellement symbolique. La force là-dedans, c'est que ça fait un peu tomber un tabou : la destruction de l'outil de travail devient publiquement assumable. Et on n'en reste pas toujours au stade de l'intimidation : chez New Fabris, en plus de menacer de faire sauter l'usine, les salariés ont cramé plusieurs machines en guise d'avertissement (comme chez Simmons à Flaviac).

La conflictualité, ça augmente par palier : un geste émerge, souvent comme un dysfonctionnement, un acte un peu insensé, un coup de colère ; et puis il se diffuse, se répand, se rode, pour devenir immédiatement saisissable et évident (*“la prochaine étape, c'est les bouteilles de gaz”*, peut-on entendre lors d'un rassemblement devant le tribunal de commerce contre la liquidation judiciaire d'une petite boîte de province) ; alors émerge un nouveau geste, qui vient dépasser ou prolonger le premier, et ainsi de suite... Les réquisitions dans les supermarchés se sont multipliées tout au long de l'année, dans le cadre des luttes étudiantes ou de précaires ; et voilà qu'à l'occasion d'un “camp climat” [1] dans la région de Nantes, une nouvelle forme d'auto-réduction voit le jour : on ne négocie pas la sortie des caddies, on se sert, on tient les vigiles en respect avec des barres de fer et on se casse (sans arrestation, bravo).

Au vu de la tension actuelle, les dépêches des agences de presse sur les conflits salariaux dans les pays où le dialogue social est moins policé que chez nous prennent une résonance bizarre. Un patron tabassé à mort par ses employés en Chine ou des ouvriers coréens qui tiennent pendant plusieurs semaines leur usine assaillie par les forces de l'ordre, ça n'est plus seulement du fait divers international, c'est un peu notre futur qu'on nous

agite sous le nez pour l'exorciser. Avec des résultats ambigus : comme pour la Grèce, la Guadeloupe ou la lutte des chantiers navals à coups de frondes et de cocktails molotov dans les Asturies en mai, l'opération repoussoir ne fonctionne pas toujours, et parfois même, donne des idées. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les “partenaires sociaux” ne sont pas des plus à l'aise avec ce climat électrique. Toutes occupées à tenir leurs troupes, les centrales syndicales délaissent soigneusement le rôle qu'elles pourraient jouer dans la jonction des différentes luttes. Elles n'ont rien proposé de mieux que de manifester “tous ensemble” tous les deux mois au printemps, ce que tout le monde ou presque a considéré comme une arnaque. Les foyers de révoltes restent donc dispersés, éparpillés, et cette fragmentation permet une gestion au coup par coup, quelques dizaines de milliers d'euros lâchés ici, quelques centaines de CRS lâchés là, et le tour est joué. Mais émergent aussi des éléments de continuité, de mise en commun et de communication qui se cherchent. Au sein des luttes d'abord, avec des existences qui se jouent pleinement sur les piquets de grève (“on vit ensemble, on meurt ensemble” proclame une banderole des papetiers de Malaucène), avec les achats en commun pour pouvoir tenir le coup. Et puis entre les luttes, quand elles existent sur un même territoire : il y a les manif's tournantes, les concerts de soutien des Contis et des Goodyears et les coups de main qu'ils viennent donner aux autres boîtes de leur région. Comment tout ça peut circuler plus largement, comment mettre en relation les dockers marseillais et les ouvriers picards ? Ça commence à prendre forme : 3000 personnes et des dizaines de délégations d'entreprises sont venues de toute la France à la fête des New Fabris fin juillet. Des outils de communication s'élaborent, ce 4-pages en fait partie.

Il y a aussi de la continuité quand la lutte déborde de l'usine, comme c'est souvent le cas pour les petites boîtes locales qui font vivre tout un canton : là, le sort de l'usine, c'est le sort du territoire, et la solidarité est d'emblée évidente. Mais il y a d'autres façons de sortir de l'usine, quand on lutte d'abord pour une prime de départ par exemple, ou plus radicalement qu'on menace de tout faire sauter : à ce moment là, ce qui est porté ressemble plus à une sortie de l'économie, loin des cadences et de la tôle. On n'est déjà plus tout à fait un ouvrier “attaché à son outil de travail”, et ça crée des ouvertures pour se lier sur d'autres bases, à d'autres révoltes. La lutte vécue, comme expérience vive, réactive ainsi une certaine disposition à la solidarité : depuis nos colères locales, nos manières de nous tenir sur un piquet, on sent monter des réflexes, des envies de se reconnaître et de s'associer qui viennent saper l'assise du triste et habituel chacun-pour-soi. Il n'y a qu'à entendre les ouvriers de Continental exposer avec fierté comment ils mettent leur puissance de feu au service des ouvriers en lutte du coin (*“nous, on est des centaines, si on veut on peut tout bloquer, on peut bloquer les routes pendant les vacances, les autorités le savent, alors on y va, et là les primes obtenues sont multipliées par 10”*). Ce qu'il y a de bien avec les formes d'auto-organisations dans les luttes en cours, c'est qu'elles sont aisément déplaçables du terrain de l'usine occupée vers d'autres espaces, d'autres secteurs du refus (depuis les mobilisations contre les radiations des pôles emplois aux luttes de quartiers pour le logement ou contre l'occupation policière, etc.). Ces moments de résistance collective, où on se tient vraiment ensemble, ne sont pas nécessairement de simples parenthèses avant le retour au chagrin, aux humiliations ordinaires. Il s'y joue quelque chose d'essentiel, de décisif. Comme quand, selon les mots de la CGT Goodyear, *“on ne lutte plus pour nos droits, on lutte pour nos vies”*. Pour des vies qui vaillent la peine.

[1]Campement de protestation contre la construction d'un aéroport à Notre-Dame des Landes, près de Nantes, qui entendait aussi dénoncer à la fois la "crise climatique" et sa gestion par les autorités.

Alliances insulaires

En Nouvelle-Calédonie, l'histoire commence en mars par un mouvement visant la réintégration d'une employée de la compagnie aérienne Aircal, licenciée pour un prétexte dérisoire. L'USTKE, syndicat révolutionnaire local fondé au début des années 80 s'en est tout de suite mêlé, emportant avec lui une conception et une histoire du syndicalisme sensiblement différentes de celles des grandes centrales métropolitaines. La lutte a duré deux mois pleins, jusqu'à ce que les grévistes décident d'organiser une conférence de presse sur le tarmac de l'aéroport de Nouméa (bloquant au passage le trafic aérien). Les CRS ont chargé violemment, et plusieurs dizaines de grévistes se sont repliés dans les cockpits d'avions en stationnement. Tous ces gens se sont faits interpellés et 6 personnes ont été envoyées direct au trou, accusées au départ d'avoir voulu poser des bombes. À la fin du mois de juin, il n'est plus question que d'“entrave à la circulation d'aéronefs” mais ça n'empêche pas les 6 prévenus de se ramasser un an ferme.

La grève générale est déclarée par l'USTKE, immédiatement rejoints par quelques milliers de jeunes du quartier de Montravel et les tribus kanak de St-Louis, en lutte contre l'exploitation minière du nickel et du cobalt. En réponse les autorités envoient des bataillons de CRS et de gendarmes mobiles, à la grande satisfaction de l'UMP Pierre Frogier, élu depuis 10 ans à la présidence du congrès de Nouvelle-Calédonie : *“ L'USTKE est aujourd'hui devenu un abcès, qui gangrène l'ensemble des relations sociales et des relations syndicales. Un abcès, ça se traite. Il faut l'enlever avec un bistouri. Et je crois que le Haut-commissaire est en train de cureter l'abcès au fond”* .

Des barrages et des barricades sont montés un peu partout, les principaux axes sont occupés et les gendarmes se font régulièrement et violemment attaquer. L'île reste paralysée pendant dix jours, jusqu'à ce que les autorités soient complètement débordées, de l'aveu même du nouveau représentant nommé à la hâte par le gouvernement : *“ Avec l'agrégation des jeunes au mouvement, la situation était devenue extrêmement dangereuse.”* Le 7 août, la personne licenciée est réintégrée à l'entreprise, les grévistes obtiennent en prime le remboursement des jours non travaillés et le maintien des vols publics vers les îles Loyauté ainsi qu'un engagement au respect des autorités coutumières kanak.

Le 12 août, un défilé d'appel au calme réunit plusieurs milliers de personnes dans les rues de Nouméa grâce à une journée de congés généreusement offerte par l'administration et la plupart des chefs d'entreprise. Mais les 6 grévistes restent en taule, l'exploitation des mines se poursuit et comme le souligne un des leaders de l'USTKE, les jeunes de Montravel continuent d'“ être l'objet de chasses à l'homme”. Le 22 août, les syndicalistes seront rejugés en appel et déjà le message est passé, tout le monde sera dans la rue pour attendre le verdict et saisir l'occasion de faire savoir que désormais en Nouvelle-Calédonie, *“ les gens n'ont décidément plus peur”* .

